

soviétiques fut d'abord repoussée en attendant la Conférence des ministres des Affaires étrangères à Genève, puis écartée durant les conversations de MM. Eisenhower et Khrouchtchev à Camp-David en septembre. Lors de la réunion des quatre chefs de gouvernement en décembre, la République fédérale réitéra sa ferme intention de ne donner son accord à aucun changement au statut de Berlin qui pût compromettre la liberté de la ville.

Le gouvernement fédéral a continué de suivre une politique fondée sur la réunification de l'Allemagne ainsi que sur la création d'un gouvernement panallemand à la suite d'élections libres. Rien d'ailleurs n'est venu indiquer que l'Union soviétique soit prête à accepter la réunification de l'Allemagne dans ces conditions. Le gouvernement fédéral n'a pas cessé de considérer comme inopportune et dangereuse toute forme de dégagement européen et de souligner la nécessité de négociations avec l'Union soviétique ayant pour but un accord général sur le désarmement.

La République fédérale a maintenu son soutien absolu à l'OTAN et, au cours de 1959, a poursuivi une politique défensive en accord avec les plans établis par l'Organisation. Elle a renforcé les liens qui l'unissent aux membres de la Communauté économique européenne et a donné son approbation aux projets établissant sur une base permanente un système de consultation politique à l'intérieur de la Communauté. La possibilité que l'Europe se divise en deux blocs économiques opposés l'un à l'autre a inquiété l'opinion allemande. Le projet de consultation à l'intérieur de l'OTAN qui pourrait résoudre ce problème est apparu à la fin de l'année. L'Allemagne a continué à pratiquer sa politique aujourd'hui traditionnelle d'amitié sincère avec l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord.

En politique intérieure, l'année qui vient de s'écouler aura vu l'élection de M. Luebke à la présidence de la République fédérale. M. Luebke a remplacé à la présidence le professeur Heuss. Le chancelier Adenauer s'était d'abord présenté à la présidence comme candidat de l'Union chrétienne démocrate. Il retira sa candidature et une controverse l'opposa au vice-chancelier Erhard pour la direction du parti. Ce sont là des événements importants de l'année politique. Bien que ces controverses n'aient pas aidé à la stabilité du régime, le chancelier Adenauer, à la fin de l'année, apparut comme le chef incontesté de l'Allemagne.

Au début de l'année, l'Allemagne comptait plus d'un million de chômeurs. Cependant, on a assisté à une excellente reprise économique et l'année s'est terminée dans la prospérité. Il importe toutefois de noter la présence de certains facteurs d'inflation ainsi qu'une demande générale d'augmentation des salaires.

Les relations entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne sont demeurées excellentes. Le ministre allemand de la Défense, le Dr Strauss, a visité le Canada en septembre. Le même mois, une délégation parlementaire canadienne, dont faisait partie le président de la Chambre des communes et le ministre de la Justice, a passé deux semaines en Allemagne. La coopération germano-canadienne a été affirmée par la décision que prirent les deux pays d'équiper leurs forces militaires en Europe avec des avions du même type.

*Autriche*—L'élection générale du 10 mai a été le principal événement politique en Autriche cette année. A la suite de cette élection, le gouvernement de coalition présidé par le chancelier Raab, auquel participent le Parti du peuple et le Parti socialiste, s'est maintenu au pouvoir. En 1959, le